



Les négociations sur les droits de douane se poursuivent

Isabel Strassheim,
Charlotte Walser et
Claudia Gnehm

Commerce Karin Keller-Sutter a continué vendredi à Genève ses négociations avec les États-Unis. Un accord similaire à celui du Royaume-Uni pourrait être envisagé.

Investissements, droits de douane agricoles, éducation: c'est dans ces trois domaines que la Suisse compte faire des concessions aux États-Unis dans le cadre du conflit douanier qui l'oppose à Washington. C'est ce qu'ont révélé la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, et le conseiller fédéral Guy Parmelin, sans donner davantage de précisions.

Les discussions se poursuivaient ce vendredi à Genève. La présidente de la Confédération et le ministre de l'Économie rencontraient le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, et le représentant au Commerce, Jamieson Greer (*lire encadré*), mais aussi des représentants de la délégation chinoise, également présente à Genève pour des discussions avec les États-Unis.

L'objectif de l'entretien avec les États-Unis est de concrétiser la base des négociations sur le conflit douanier. La première étape sera une déclaration d'intention. Sur la base de celle-ci, le Conseil fédéral décidera ensuite d'un mandat de négociation.

Dix-sept pays souhaitent un accord rapide

Le dialogue porte sur les droits de douane. Actuellement, ils s'élèvent à 10%. Mais Washington a menacé d'imposer à la Suisse des droits de douane réciproques de 31%, ainsi que des droits de douane de

25% sur les produits pharmaceutiques. Jusqu'à présent, l'industrie pharmaceutique est exemptée des droits de douane américains. Si le président américain Donald Trump concrétise sa menace d'imposer également des droits de douane sur les médicaments, la Suisse serait fortement impactée. Les médicaments représentaient en effet environ 60% des exportations vers les États-Unis.

La Suisse a de bonnes chances de parvenir à un accord avec les États-Unis. Elle fait partie d'un groupe de 17 États avec lesquels Washington souhaite conclure rapidement un accord.

L'accord commercial d'ores et déjà conclu entre les États-Unis et le Royaume-Uni, un jour avant le début des négociations à Genève, est encourageant. Il supprime les taxes douanières sur les principaux produits commerciaux et pourrait servir de modèle pour la Suisse.

Concessions sur le secteur automobile

«L'accord entre les États-Unis et le Royaume-Uni pourrait servir de modèle, car il exempte de droits de douane certains secteurs essentiels aux exportations», confirme Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce américano-suisse.

Concrètement, le Royaume-

Uni a obtenu que les secteurs importants de l'automobile et de l'acier soient exclus des droits de douane. Parallèlement, les Britanniques ont fait des concessions aux États-Unis concernant les exportations agricoles. Ils souhaitent par ailleurs poursuivre les négociations sur les droits de douane de base de 10%. Pour la Suisse, cela pourrait signifier qu'il existe également une marge de manœuvre dans ce domaine.

L'accord avec le Royaume-Uni est le premier que la Maison-Blanche a conclu après l'imposition de ses tarifs douaniers exorbitants. Outre la Suisse, Washington négocie actuellement avec l'Union européenne, le Canada, le Mexique ou l'Inde.

Un succès diplomatique

Le dialogue prévu à Genève entre les représentants des États-Unis et de la Chine suscite un intérêt mondial. Il s'agit en effet de la première rencontre entre les deux pays depuis le début du conflit commercial. Le fait qu'elle se déroule sur le sol suisse peut être interprété comme un succès diplomatique: lors de premiers contacts à Washington, Berne avait signalé aux autorités américaines et chinoises qu'elle était prête à organiser une rencontre, écrit le Département fédéral des affaires étrangères.



La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, poursuit son combat contre les droits de douane américains.

Traduction: Olivia Beuchat

Objectif: être le deuxième pays à avoir un deal avec Trump

Fin avril, à Washington, Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin avaient obtenu la promesse que la Suisse fasse partie des pays prioritaires pour trouver un deal avec Trump afin de faire baisser les droits de douane. Ce vendredi à Genève, ils ont dit espérer être les prochains à pouvoir le faire après Londres cette semaine.

«Les deux parties sont déterminées à trouver une solution rapide, à accélérer le processus, explique Karin Keller-Sutter. Cela a été clairement exprimé du côté américain. Après la Grande-Bretagne, on espère être le prochain pays à conclure une déclaration d'intention commune.»

Dans quel délai? Dans les deux prochaines semaines, estime la présidente de la Confédération. «Il n'est pas garanti que la Suisse soit le deuxième pays à conclure

un tel accord. Mais tout de même, je pense que nous ferons partie de la première série.»

La présidente de la Confédération et le ministre de l'Économie ont rencontré le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, et le représentant au Commerce, Jamieson Greer. «Nos discussions ont été ouvertes et constructives», ajoute Guy Parmelin. Sans préciser le fond des discussions – il ne s'agissait pas de discussions au niveau technique, mais politique – le Vaudois a toutefois rappelé que la question des importations agricoles était un point sur lequel la Suisse serait très attentive. Si le Conseil fédéral est optimiste, il reste prudent. «Nous pourrions dire que nous aurons réussi lorsque l'accord sera signé et que l'encre aura séché»,

conclut Karin Keller-Sutter.

Florent Quiquerez

«L'accord entre les États-Unis et le Royaume-Uni pourrait servir de modèle, car il exempterait de droits de douane certains secteurs essentiels aux exportations.»

Rahul Sahgal

Directeur de la Chambre de commerce américano-suisse